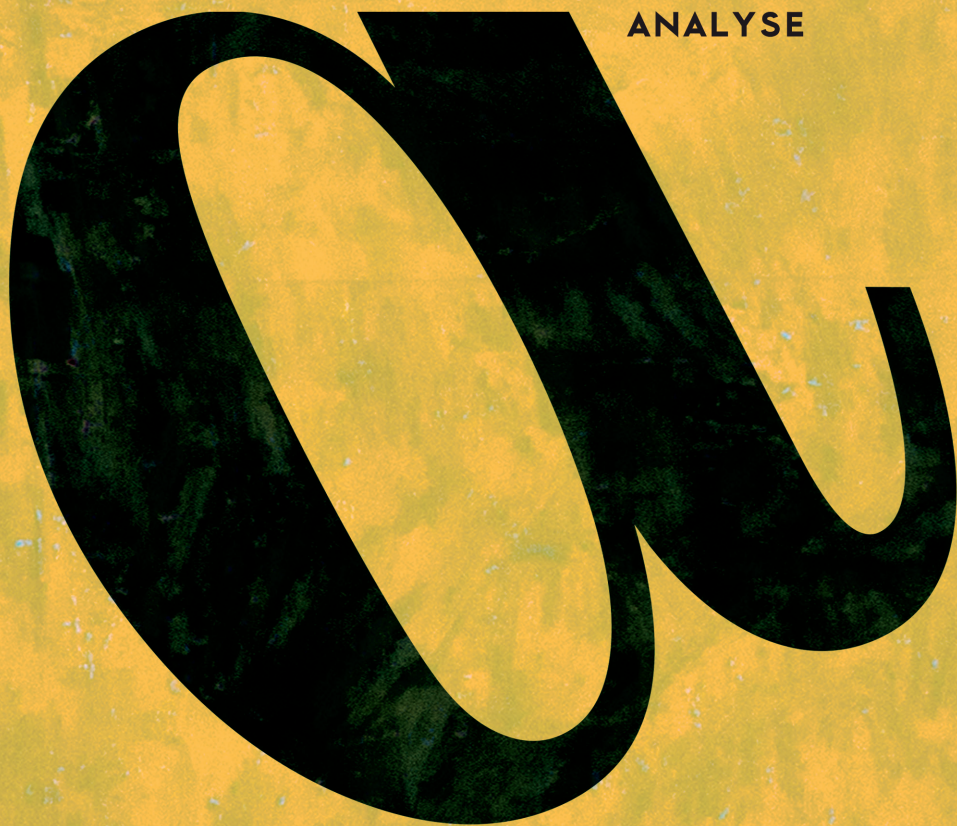


**DERNIERS RECOURS :
NOTES SUR L'ÉTAT PANDÉMIQUE**

ALBERTO TOSCANO

TRADUIT PAR FABIO BRUSCHI ET CÉCILE PIRET

ANALYSE



Cet article explore la réponse de différents théoriciens aux hypertrophies, échecs et antinomies du pouvoir d'État révélées par la réponse politique à la pandémie de Covid-19. Il réfléchit de manière critique à la thèse selon laquelle la pandémie a favorisé une consolidation épopéique d'un État biosécuritaire, ainsi qu'à l'affirmation d'un retour de l'État vers des prérogatives biopolitiques potentiellement progressistes. Afin de fouiller dans notre désir et/ou peur contradictoires de l'État, ainsi que dans les impératifs politiquement confus du confinement et de la libération, il explore des arguments concernant l'hostilité complémentaire de l'État et du capital. Enfin, il met ces arguments qui s'opposent au fétichisme de l'État en dialogue avec la thèse "instrumentaliste" selon laquelle c'est seulement en reconfigurant et réutilisant les capacités d'action de l'État que nos urgences chroniques pourraient trouver des issues émancipatrices.¹

1 Cet article a été d'abord publié en anglais dans *Crisis & Critique*, vol. 7, n° 3, 2020.

D'innombrables commentateurs ont glosé sur les vertus révélatrices de la pandémie en cours qui agit, suivant une métaphore particulièrement heureuse, comme un « élément radioactif injecté dans les veines pour radiographier le flux sanguin »¹. Si ces derniers mois ont été apocalyptiques, ils l'ont été aussi dans le sens étymologique, biblique d'une découverte de choses non-vues – quand bien même cette découverte aurait souvent concerné ce qui se cachait en pleine vue.

Parmi les dimensions de notre vie matérielle et psychique qui ont été intensément amplifiées par l'urgence prolongée, il y a notre relation à l'État. D'un certain point de vue, c'est très peu surprenant, car la légitimité de l'État moderne s'appuie toujours sur sa capacité (différentielle, exclusive, racialisée, genrée, et parfois létale) d'assurer la reproduction des bases biologiques de la vie politique, une fonction qui a été à plusieurs reprises cristallisée et augmentée par les rencontres historiques avec les pandémies. La légitimité moderne de l'État moderne est en grande partie une légitimité biopolitique et épidémiologique². De Cicéron à Hobbes, en passant par un nombre incalculables de documents constitutionnels et régulateurs, on affirme que *Salus populi suprema lex esto* (le salut du peuple devrait être la loi suprême) – en d'autres termes, l'autorité politique est indissociable de la santé publique. On peut soutenir que cet adage latin est ancré dans notre sens commun lorsqu'il s'agit de justifier la concentration et la centralisation du pouvoir.

Selon les diagnostics les plus sombres de la période actuelle, le SARS-COV-2 est le témoin d'une accélération de nos investissements et complexités avec cette forme biopolitique de légitimité, ainsi que d'une augmentation formidable des pouvoirs étatiques de discipline individuelle et de contrôle individuel, pour faire allusion à une distinction deleuzienne³ qui semble largement s'abolir dans le monde technologiquement dense et stratifié des mesures d'(auto-)isolement. Celle-ci serait la « grande transformation » de 2020, dans laquelle les pouvoirs souverains et administratifs auraient saisi l'occasion de l'état d'exception qui imprègne notre atmosphère comme les gouttelettes en suspension dans l'air qu'on craint tant, afin d'initier une mutation globale des paradigmes de notre vie politique

1 Winant Gabriel, « Coronavirus and Chronopolitics », n+1, n° 37, URL: <https://www.nplusonemag.com/issue-37/politics/coronavirus-and-chronopolitics-2/>.

2 Toscano Alberto, « Par-delà l'État peste », *Acta.zone*, 25 mai 2020, URL: <https://acta.zone/alberto-toscano-par-dela-lEtat-peste/>.

3 NdT: La distinction se trouve dans Deleuze Gilles, « Post-scriptum sur les sociétés de contrôle » (in *L'autre journal*, n° 1, mai 1990, URL : <http://libertaire.free.fr/DeleuzePostScriptum.html>), pour marquer la différence entre les sociétés disciplinaires qui identifient l'individu pour lui attribuer une position dans la masse et les sociétés de contrôle qui divisent l'individu en échantillons et données.

– forçant chacun de nous, à travers une « obligation juridico-religieuse » à la santé, à se conformer aux demandes infiniment plastiques et indéniables de la *biosécurité*⁴.

En résonance avec cette vision d'un tournant épochal – dans lequel l'isolement spectaculaire des atomes sociaux dont la seule religion est la santé converge avec un État déterminé à exproprier entièrement tout résidu de capacité d'agir de son simulacre de citoyenneté – on trouve l'idée que la pandémie est le moment de la pleine actualisation des scénarios utopiques propres au pouvoir souverain. Avec un clin d'œil acerbe à la transformation de Macron en Napoléon du Covid, Julien Coupat et ses co-auteurs déclarent :

Nous avons vu le souverain républicain réaliser son rêve de rassembler pour sa messe l'ensemble de ses sujets idéalement séparés devant leur écran entre les quatre murs de leur foyer, et enfin réduits à sa contemplation exclusive. Nous avons vu *le Léviathan réalisé*⁵.

Il vaut la peine de noter qu'Agamben et Coupat écrivent de l'intérieur de régimes d'urgence épidémiologique profondément marqués par des *habitudes* (et non seulement des *raisons*) d'État particulières – la tendance de l'État français et italien à militariser l'espace public à chaque occasion, et à imaginer que les mitrailleuses pourraient être une manière appropriée de réguler une réponse de santé publique, jouent sans doute un rôle dans l'orientation de leurs réflexions. Il est difficile de nier une accélération – dans un contexte de conformité rationnelle et en fait même altruiste, sinon sans ambiguïté – de la colonisation de nos mondes de la vie par les manœuvres conjointes de l'État sécuritaire et du capitalisme de surveillance (le « coronopticon »⁶). Une dose de sobriété s'impose toutefois lorsqu'il s'agit de jauger les menaces mais aussi les potentiels impliqués par ce « retour de l'État ». Dans un texte à propos de la pandémie, fustigeant une certaine obsession de la gauche française avec la figure malveillante de Macron, Alain Badiou a souligné que :

Face à une épidémie, ce genre de réflexe étatique est inévitable. C'est pourquoi, contrairement à ce qui se dit, les déclarations de Macron ou de Philippe concernant l'État redevenu soudain « providence », une dépense de soutien aux gens hors travail, ou aux indépendants dont on ferme la boutique, engageant des milliards d'argent de l'État, l'annonce même de « nationalisations » : tout cela n'a rien d'étonnant ni de

4 Agamben Giorgio, *A che punto siamo? L'epidemia come politica*, Macerata, Quodlibet, 2020.

5 Coupat Julien et al., « Covid : choses vues », *Reporterre*, 4 septembre 2020, URL : <https://reporterre.net/Covid-choses-vues>.

6 The Economist, « Creating the coronopticon », 28 mars 2020, URL : <https://www.economist.com/briefing/2020/03/26/countries-are-using-apps-and-data-networks-to-keep-tabs-on-the-pandemic>.

Cette publication, extraite du numéro 3 (décembre 2021) de la revue *Permanences critiques*, est momentanément réservée aux abonné.e.s.

Pour vous abonner, cliquez sur la vignette ci-contre.



ALORS QUE LA CRISE DU COVID19 TEND À FORTEMENT RE-IMPREGNER LE DÉBAT PUBLIC ET POLITIQUE DE LA QUESTION DE L'AMPLEUR, DES OBJECTIFS, DES MODALITÉS, DES EFFETS DE L'INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS LA VIE QUOTIDIENNE DE LA POPULATION, CE TROISIÈME NUMÉRO DE *PERMANENCES CRITIQUES* ENTEND S'INTERROGER SUR LES RESSOURCES CRITIQUES DONT DISPOSENT LA SOCIÉTÉ CIVILE EN GÉNÉRAL ET LE SECTEUR ASSOCIATIF EN PARTICULIER POUR PENSER L'ÉTAT ET SES FORMES CONTEMPORAINES. PLUS SPÉCIFIQUEMENT, CONSTATANT UNE CERTAINE INDÉTERMINATION DU CONCEPT D'ÉTAT DANS L'ACTION ET LA PENSÉE ASSOCIATIVES, IL EST ICI QUESTION DE PARTIR DES RELATIONS AMBIGÜES ENTRETENUES PAR LES ASSOCIATIONS AVEC L'ÉTAT POUR ÉVALUER QUELS IMPACTS CES AMBIGÜITÉS ONT SUR LEURS ORIENTATIONS IDÉOLOGIQUES ET STRATÉGIQUES FONDAMENTALES.

ÉTUDE

ÉTAT ET ASSOCIATIONS

De l'autonomie à l'encastrement idéologique

NICOLAS MARION • • • • • 11

ANALYSE

LES ASSOCIATIONS, PRODUIT OU ENNEMI DE L'ÉTAT INTÉGRAL ?

JOHN CHRISTIAENS • • • • • 37

ANALYSE

RETOUR SUR UN VIEUX DÉBAT ENTRE MARXISTES

qui pourrait nourrir la réflexion sur le rapport entre État et associations

FABIO BRUSCHI • • • • • 51

ANALYSE

DERNIERS RECOURS : NOTES SUR L'ÉTAT PANDÉMIQUE

ALBERTO TOSCANO • • • • • 61

VARIA

TOMBEAU POUR LES LUTTES ?

Pour une lecture non-programmatique des processus insurrectionnels

CLAIRE GARDES • • • • • 73

Le sommaire du n° 3
de *Permanences critiques*